

Colomby-Anguerny. Forte mobilisation pour dire non à une fermeture de classe



Pourquoi une fermeture de classe alors que les effectifs sont constants et que des travaux vont débiter dans les écoles ? Ouest-France

Ils étaient nombreux ce mardi matin 28 mars 2023 à se retrouver devant l'école de Colomby-Anguerny ([Calvados](#)) pour exprimer leur mécontentement. Les effectifs sont constants : parents, enseignants, élus ne comprennent pas cette décision d'envisager la fermeture d'une classe élémentaire.

Ils étaient nombreux, ce mardi matin 28 mars, à se retrouver devant l'école de [Colomby-Anguerny](#) pour exprimer leur mécontentement. « L'effectif de cette année est de 167 élèves, » détaille Édouard Dufay, président de l'association des parents d'élèves. « En 2024, la projection est de 168 élèves. Alors pourquoi vouloir supprimer une classe d'élémentaire ? Et dans quelle commune du RPI : nous l'ignorons. »

Dans ce secteur, la scolarité est organisée sous forme de RPI (Regroupement pédagogique intercommunal) avec les communes d'[Anguerny](#), [Anisy](#), [Basly](#) et [Colomby](#). Les

écoles se situent sur deux sites différents. « À Colomby, on a le CP, le CE1 et une partie du CE2. À Anisy, l'autre partie de CE2, les CM1 et CM2. Ça fait quatre ans que les maires réfléchissent à un projet d'école, avec la grosse concession de Basly où il n'y aura plus d'école. »

La sidération est d'autant plus grande que des travaux vont commencer pour rénover et agrandir les structures d'Anisy et Colomby. « À Anisy, l'école élémentaire va se transformer en école maternelle en 2024, accueillant Basly. À Colomby, une extension est prévue pour accueillir tout l'élémentaire en 2024, soit cinq classes. »

Pierre Paumier, maire adjoint d'Anisy, ne comprend plus. « Cette fermeture est non légitime, car le nombre d'enfants est stable. Et tous les travaux sont calés. Pour Anisy, nous avons les fonds nécessaires émanant de l'Intercom, du Département, de la commune, de l'Europe, de la DETR (Dotation de l'État destinée aux territoires ruraux). Nous attendons la subvention au titre du Fond vert. Ça représente plus d'un million d'euros. Ce n'est pas anodin ! Et tout ce projet global a été négocié avec l'inspection académique en décembre 2021. C'est à n'y rien comprendre. »

La validation des cartes scolaires a été boycottée par les syndicats d'enseignants « et, de ce fait, n'a pas été acceptée. Le vote est reporté au 3 avril » poursuit Édouard Dufay. « Nous sommes reçus par l'Inspection académique ce mardi 28 mars, à 16 h 30. Nous voulons connaître le système de comptage, savoir pourquoi cette décision est prise alors que les travaux vont débiter. »

Les conseillers départementaux, Cédric Nouvelot et Carole Frugère soutiennent « l'action qui va à l'encontre du travail engagé par les élus locaux. Nous allons écrire à l'Inspection académique pour qu'elle revienne sur sa décision ».